

## ASSEMBLEE DE CORSE

### DELIBERATION N° 06/01 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE A SIGNER L'AVENANT AU CONTRAT DE PLAN 2000 - 2006

#### SEANCE DU 26 JANVIER 2006

L'An deux mille six, et le vingt six janvier, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Camille de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

#### ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ALBERTINI-COLONNA Nicolette, ALESSANDRINI Alexandre, ALIBERTINI Rose, ANGELI Corinne, ANGELINI Jean-Christophe, BIANCARELLI Gaby, BIANCUCCI Jean, BIZZARI-GHERARDI Pascale, BUCCHINI Dominique, CASTELLANI Pascaline, CHAUBON Pierre, COLONNA Christine, DELHOM Marielle, DOMINICI François, FELICIAGGI Robert, FILIPPI Geneviève, GORI Christiane, GUAZZELLI Jean-Claude, GUERRINI Christine, GUIDICELLI Maria, LUCIANI-PADOVANI Hélène, LUCIANI Jean-Louis, MARCHIONI François-Xavier, MARTINETTI Jean-Charles, MATTEI-FAZI Joselyne, MONDOLONI Jean-Martin, MOZZICONACCI Madeleine, NATALI Anne-Marie, NIVAGGIONI Nadine, OTTAVI Antoine, PIERI Vanina, PROSPERI Rose-Marie, RICCI Annie, RICCI-VERSINI Etienne, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SCOTTO Monika, SIMEONI Edmond, SISCO Henri, STEFANI Michel, SUSINI Marie-Ange, TALAMONI Jean-Guy

#### ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. ALBERTINI Jean-Louis à M. de ROCCA SERRA Camille  
Mme ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique à Mme FILIPPI Geneviève  
Mme BURESI Babette à Mme BIANCARELLI Gaby  
M. CECCALDI Pierre-Philippe à Mme LUCIANI-PADOVANI Hélène  
Mme COLONNA-VELLUTINI Dorothée à Mme CASTELLANI Pascaline  
M. GALLETTI José à M. MARTINETTI Jean-Charles  
M. PANUNZI Jean-Jacques à Mme MATTEI-FAZI Joselyne  
Mme SCIARETTI Véronique à Mme PROSPERI Rose-Marie.



#### L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83/8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 16 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,

- VU** la loi n° 86/972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 2002/92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le Contrat de Plan Etat - Collectivité Territoriale de Corse pour la période 2000 - 2006 signé le 29 février 2000,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission des Finances, de la Planification et des Affaires Européennes,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**HABILITE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer avec le Préfet de Corse l'avenant au Contrat de Plan Etat / Collectivité Territoriale de Corse 2000 - 2006, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

**MODIFIE** en conséquence les plans de financement des opérations relevant des secteurs transférés et placées sous la maîtrise d'ouvrage de la Collectivité Territoriale de Corse, la part de financement assurée initialement par l'Etat étant prise en charge par la Collectivité Territoriale de Corse.

Ainsi le plan de financement de l'opération « Quai croisière d'AJACCIO » mentionné dans la délibération de l'Assemblée de Corse n° 04/170 AC du 26 juillet 2004 et dont le coût total s'élève à 13,73 M€, est modifié comme suit :

- CTC : 4,572 M€
- Union Européenne : 5,492 M€
- CCI de Corse-du-Sud : 3,666 M€



**ARTICLE 3 :**

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation  
Le Secrétaire Général de l'Assemblée

  
**Serge TOMI**

AJACCIO, le 26 janvier 2006

Le Président de l'Assemblée de Corse

  
Camille de ROCCA SERRA

**ANNEXE**

**REÇU LE**  
- 7 FEV. 2006  
PRÉFECTURE DE CORSE

**Convention Etat - Collectivité Territoriale de Corse fixant les modalités de l'avenant au Contrat de Plan Etat / CTC 2000 - 2006 et à sa maquette financière.**

- Entre** l'Etat représenté par le Préfet de Corse ;
- ET** la Collectivité Territoriale de Corse, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse ;
- VU** la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse et notamment ses articles 6 (enseignement supérieur), 9 (culture), 11 (sport et éducation populaire), 15 I (alinéas 1 à 3 ports), 18 (tourisme) et 24 (environnement) ;
- VU** les décrets d'application de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse et notamment les décrets du 22 octobre 2003 relatif aux ports d'Ajaccio et de Bastia et du 18 novembre 2003 relatif aux monuments historiques et sites archéologiques ;
- VU** les conventions et procès-verbaux de transfert de services et de biens conclus entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Corse ;
- VU** l'arrêté interministériel en date du 27 juillet 2004, pris après avis de la commission consultative sur l'évaluation des transferts de charges (CCETC) recueilli lors de la séance du 19 mars 2004, constatant le montant des charges financières résultant pour la Collectivité Territoriale de Corse des compétences transférées par la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;
- VU** le Contrat de Plan Etat - Collectivité Territoriale de Corse pour la période 2000 - 2006 signé le 29 février 2000 et ses règlements des aides ;
- Considérant** que la mesure 10.1 « carte archéologique » correspond à une compétence n'ayant pas été transférée par la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1 :** Il est constaté :

- a) que pour les mesures du Contrat de Plan ci-après désignées, l'engagement financier de l'Etat était prévu comme suit :

Mesure 1 Moderniser les réseaux de transport	2,439 M€
Mesure 10 Culture	8,659 M€
Mesure 11 Jeunesse et sports	0,640 M€
Mesure 14 Enseignement supérieur	8,583 M€
Mesure 16 Environnement	0,852 M€

Qu'à ce titre, l'Etat a consacré au cours des années 2000 et 2001 dans les conditions prévues au Contrat de Plan et en application des règlements des aides, un montant de 3,123 M€ décomposé comme suit :

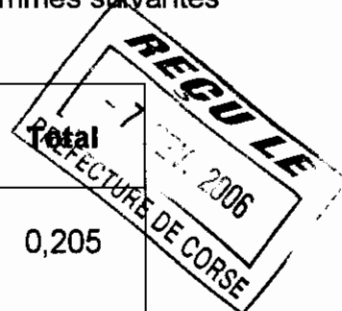
Mesure 1 Moderniser les réseaux de transport	0 M€
Mesure 10 Culture	2,187 M€
Mesure 11 Jeunesse et sports	0,183 M€
Mesure 14 Enseignement supérieur	0,479 M€
Mesure 16 Environnement	0,274 M€

- b) que pour la mesure 4 Tourisme l'engagement initial de l'Etat était de 8,385 M€ et qu'il y a consacré, au cours des années 2000 à 2003, dans les conditions prévues au Contrat de Plan et en application des règlements des aides, un montant de 3,682 M€.
- c) que par les compensations financières des compétences transférées prévues par la loi du 22 janvier 2002 et déterminées dans les conditions définies par cette même loi, l'Etat aura versé en dotation générale de décentralisation (DGD) à la Collectivité Territoriale de Corse pour les années 2002 à 2004 les sommes suivantes (en M€) :

N°	Mesure	2002	2003	2004	Total
1	Moderniser les réseaux de transport	0,094	0,096	0,098	0,288
10	Culture	1,375	1,407	1,434	4,216
11	Jeunesse et sport	0,095	0,097	0,099	0,291
14	Enseignement supérieur	2,306	2,359	2,405	7,070
16	Environnement	0,278	0,285	0,290	0,853
Total général					12,718

- d) que l'Etat s'engage à verser à la Collectivité Territoriale de Corse au titre de la DGD pour les années 2005 et 2006 les sommes suivantes (en M€) :

N°	Mesure	2005	2006	Total
1	Moderniser les réseaux de transport	0,101	0,104	0,205



N°	Mesure	2005	2006	Total
4	Tourisme	0,444	0,692	1,136
10	Culture	1,481	1,518	2,999
11	Jeunesse et sport	0,103	0,105	0,208
14	Enseignement supérieur	2,484	2,546	5,030
16	Environnement	0,300	0,307	0,607
Total général				10,185

e) que dans cette hypothèse fondée sur des taux d'évolution de DGD de 3,28983 % en 2005 et estimé à 2,5 % en 2006, le montant total des sommes versées à la Collectivité Territoriale de Corse serait de 22,903 M€.

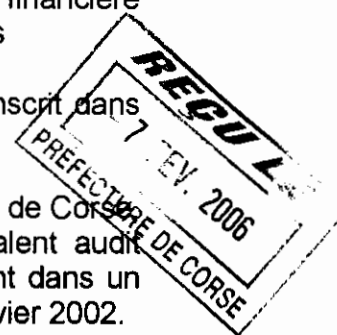
**Article 2 :** Avant le dépôt du projet de loi de finances initiale pour 2006 sur le bureau de l'Assemblée Nationale, il sera procédé, pour l'ensemble des domaines de compétences transférés par la loi du 22 janvier 2002, à la comparaison entre :

- les sommes versées à la Collectivité Territoriale de Corse, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et le 31 décembre 2006, dans le cadre du quatrième CPER et de la compensation financière des charges résultant du transfert des compétences
- et le montant des engagements initiaux de l'Etat inscrit dans le quatrième CPER.

Si un écart apparaît au détriment de la Collectivité Territoriale de Corse, celle-ci recevra de l'Etat une somme d'un montant équivalent audit écart, destinée au financement d'une opération d'équipement dans un des domaines de compétences transférés par la loi du 22 janvier 2002.

**Article 3 :** Il est convenu que le tableau financier joint à la présente convention arrêté à ce jour, engage uniquement l'Etat pour sa participation financière et qu'il sera modifié en application des dispositions définies à l'article 2.

**Article 4 :** La participation de l'Etat figurant au tableau financier général du Contrat de Plan 2000 - 2006 est ainsi ramenée de 248,64 M€ à 225,74 M€, la



différence étant versée en DGD à la Collectivité Territoriale de Corse au titre des transferts de compétence résultant de la loi du 22 janvier 2002.

**Article 5 :** Les autres dispositions du Contrat de Plan Etat - Collectivité Territoriale de Corse 2000 - 2006, hors celles mentionnées aux articles 1 à 4 qui précèdent, sont modifiées comme suit par mesures :

S'agissant de l'engagement financier de l'Etat :

Mesure 1 : Transports :	redéploiement interne de 2 M€
Mesure 2 : Déchets / eau :	- 11,239 M€
Mesure 3 : Développement économique :	redéploiement interne de 0,388 M€
Mesure 5 : Agriculture :	redéploiement interne de 6,765 M€
Mesure 6 : Pêche et aquaculture :	redéploiement interne de 0,580 M€
Mesure 7 : Recherche / TIC :	+ 1,660 M€
Mesure 9 : Cohésion sociale :	redéploiement interne de 0,152 M€
	et - 1,524 M€
Mesure 11 : Jeunesse et sports :	redéploiement interne de 0,381 M€
Mesure 14 : Enseignement supérieur :	+ 1,840 M€
Mesure 16 : Environnement :	+ 0,682 M€

S'agissant de l'engagement financier de la Collectivité Territoriale de Corse :

Mesure 1 : Transports :	redéploiement interne de 2 M€
Mesure 2 : Déchets / eau :	- 14,745 M€
Mesure 5 : Agriculture :	redéploiement interne de 5,616 M€
Mesure 6 : Pêche et aquaculture :	redéploiement interne de 0,566 M€
Mesure 7 : Recherche / TIC :	+ 0,500 M€
Mesure 9 : Cohésion sociale :	redéploiement interne de 0,076 M€
Mesure 11 : Jeunesse et sport :	redéploiement interne de 0,381 M€
Mesure 14 : Enseignement supérieur :	+ 0,400 M€
Mesure 16 : Environnement :	- 0,170 M€

**Article 6 :** Les mesures 8, 10, 12, 13, 15 et 17 du contrat de plan demeurent sans changement.

**Article 7 :** Les nouvelles dispositions financières du contrat de plan ainsi adoptées sont retracées dans le document joint en annexe faisant apparaître au total une participation de l'Etat de 217,306 M€ et une participation de la Collectivité Territoriale de Corse de 217,017 M€.

Fait à Ajaccio, le

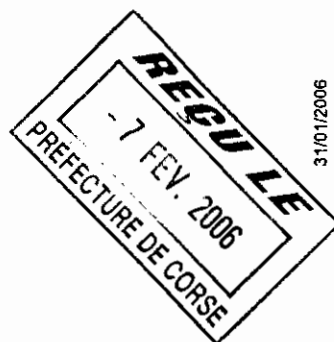
Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Le Préfet de Corse,

Ange SANTINI

Pierre-René LEMAS

		2	2	4	4	52,308	52,308	104,616	
1.1	Routes nationales transférées	50,308	100,616			50,308	52,308	104,616	Transfert de 2 M€ Etat et CTC des voiries d'agglomération vers les RN.
	Routes départementales	10,671	21,342	0	0	10,671	10,671	21,342	
	Grandes voiries d'agglomération	3,049	6,098	-2	-4	1,049	1,049	2,098	
1.2	Chemin de fer	12,196	20,322	0	0	12,196	8,126	20,322	Maintien
1.3	Quai croisière	2,439	4,878	-1,946	-0,493	0	2,439	2,439	Transfert de compétence : 2,439 M€
	Etudes port de Bastia								
	<b>Sous-total I Réseaux de Transports</b>	<b>78,663</b>	<b>153,256</b>	<b>-1,946</b>	<b>-0,493</b>	<b>76,224</b>	<b>74,593</b>	<b>150,817</b>	
2	Déchets	11,739	26,984	-11,239	-14,745	0,500	0,500	1	Retrait crédits UVE Maintien de 1 M€ pour études
	Eau brute	6,108	16,779	0	0	6,108	10,671	16,779	Maintien
	<b>Sous-total II Déchets/Eau</b>	<b>17,847</b>	<b>43,763</b>	<b>-11,239</b>	<b>-14,745</b>	<b>6,608</b>	<b>11,171</b>	<b>17,779</b>	
3.1	Ingénierie financière	0	0,762	0	0	0	0,762	0,762	Maintien.
3.2	Zones d'activités	0,762	1,524	0	0	0,762	0,762	1,524	Maintien.
3.3	Projets de référence et actions collectives	6,327	12,349	0	0	6,327	6,022	12,349	Maintien.
	<b>Sous-total III Développement économique</b>	<b>7,089</b>	<b>14,635</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7,089</b>	<b>7,546</b>	<b>14,635</b>	L'Etat propose un transfert interne à la mesure de 0,388 M€ des actions d'exportation vers les actions collectives de promotion de produits.
4.1	Tourisme Territoire								Transfert de compétence
4.2	Tourisme Offre	8,385	25,154	-3,566	-1,136	3,683	16,769	20,452	Transfert de compétence
4.3	Tourisme Accompagnement des politiques								Transfert de compétence
	<b>Sous-total IV Tourisme</b>	<b>8,385</b>	<b>25,154</b>	<b>-3,566</b>	<b>-1,136</b>	<b>3,683</b>	<b>16,769</b>	<b>20,452</b>	<b>Transfert de compétence : 8,385 M€</b>





5.1	Agriculture-Installation et formation	3,732	2,744	6,476	-1,746	0	-1,746	1,986	2,744	4,730
5.2	Foncier	2,747	1,372	4,119	-0,914	-0,967	-1,881	1,833	0,405	2,238
5.3	Modernisation de l'outil	9,147	6,098	15,245	5,360	0	5,36	14,507	6,098	20,605
5.4	Productions et diversification	3,659	2,897	6,556	1,405	5,247	6,652	5,064	8,144	13,208
5.5	Démarches qualité	5,793	3,354	9,147	-3,605	0,287	-4,549	8,591	3,641	18,014
5.6	Accompagnement technique	6,403	7,013	13,416	0	-1,231	0	5,782	0	0
5.7	Structures agroalimentaires	3,659	3,964	7,623	0	0	0	3,659	3,964	7,623
5.8	Irrigation agricole	0,600	0,762	1,362	0	0,082	0,062	0,600	0,844	1,444
5.9	Gestion durable des forêts	3,049	1,982	5,031	-0,500	-1,085	-1,585	2,549	0,897	3,446
5.10	Défense des forêts contre l'incendie	3,506	2,897	6,403	0	-2,060	-2,060	3,506	0,837	4,343
5.11	Rationalisation des outils de récolte	0,305	0,534	0,839	0	-0,273	-0,273	0,305	0,261	0,566
	<b>Sous-total V Agriculture</b>	<b>42,600</b>	<b>33,617</b>	<b>76,217</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42,6</b>	<b>33,617</b>	<b>76,217</b>
6.1	Pêche	1,524	1,403	2,927	0,580	0,566	1,146	2,104	1,969	4,073
6.2	Aquaculture	0,762	0,762	1,524	-0,580	-0,566	-1,146	0,182	0,196	0,378
6.3	Formation maritime	0,229	0,229	0,458	0	0	0	0,229	0,229	0,458
	<b>Sous-total VI Pêche et Aquaculture</b>	<b>2,515</b>	<b>2,394</b>	<b>4,909</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2,515</b>	<b>2,394</b>	<b>4,909</b>
7.1	TIC	3,049	3,354	6,403	0	0	0	3,049	3,354	6,403
7.2	Programmes de recherche	2,820	1,143	3,963	1,160	0	1,160	3,980	1,143	5,123
	plates-formes ENR (pôle de compétitivité)	0	0	0	0,500	0,500	1,000	0,500	0,500	1,000
7.3	Innovation	2,134	1,906	4,040	0	0	0	2,134	1,906	4,040
7.4	Diffusion culture scientifique et technique	0,381	0,305	0,686	0	0	0	0,381	0,305	0,686
	<b>Sous-total VII Recherche / TIC</b>	<b>8,384</b>	<b>6,708</b>	<b>15,092</b>	<b>1,660</b>	<b>0,500</b>	<b>2,160</b>	<b>10,044</b>	<b>7,208</b>	<b>17,252</b>
8	Coopération décentralisée	0,534	0,534	1,068	0	0	0	0,534	0,534	1,068
	<b>Sous-total VIII Coopération</b>	<b>0,534</b>	<b>0,534</b>	<b>1,068</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,534</b>	<b>0,534</b>	<b>1,068</b>

Redéploiement en faveur du protocole d'arrêt temporaire de la pêche à la langouste.

Maintien.

Maintien.

Université, centres de recherches

Plates-formes ENR

Maintien.

Maintien.

Maintien

9.1	Habitat	7,165	6,098	13,263	0	0	0	0	7,165	6,098	13,263	Maintien
9.2	Politique de la ville	6,860	3,811	10,671	0	0	0	0	6,860	3,811	10,671	Maintien
9.3	Justice	1,067	0	1,067	0	0	0	0	1,067	0	1,067	Maintien
9.4	Lutte contre l'exclusion	0,305	0,152	0,457	0	0	0	0	0,305	0,152	0,457	Maintien
	Accueil des handicapés	0,579	0,335	0,914	0,152	0,076	0,228	0	0,731	0,411	1,142	Un redéploiement interne de 0,152 M€ est proposé par l'Etat des personnes âgées au bénéfice des handicapés
	Personnes âgées	0,152	0,076	0,228	-0,152	-0,076	-0,228	0	0	0	0	La part Etat est financée dans le cadre du plan hôpital 2007
	Antenne médicale de Calvi	1,524	0,762	2,286	-1,524	0	-1,524	0	0	0,762	0,762	Maintien
	Observatoire régional de la Santé	0,640	0,427	1,067	0	0	0	0,640	0,427	1,067	0,667	Maintien
	<b>Sous-total IX Cohésion sociale</b>	<b>18,292</b>	<b>11,661</b>	<b>29,953</b>	<b>-1,524</b>	<b>0</b>	<b>-1,524</b>	<b>16,768</b>	<b>11,661</b>	<b>28,429</b>	<b>28,429</b>	
10.1	Culture-valorisation (carte archéologique)	0,488	0,267	0,755	0	0	0	0,488	0,267	0,755	0,755	carte archéologique : maintien
10.1	Culture - Valorisation											
10.2	Aménagement culturel	8,659	10,405	19,064	0,743	-7,215	-6,472	2,187	10,405	12,592	12,592	Transfert de compétence hors carte archéologique.
10.3	Education artistique											
	<b>Sous-total X Culture</b>	<b>9,147</b>	<b>10,672</b>	<b>19,819</b>	<b>0,743</b>	<b>-7,215</b>	<b>-6,472</b>	<b>2,675</b>	<b>10,672</b>	<b>13,347</b>	<b>13,347</b>	<b>Total Transfert de compétence : 8,66 M€</b>
11.1	Jeunesse	0,640	0,480	1,120	0,042	-0,499	-0,457	0,183	0,480	0,663	0,663	Transfert de compétence
	restructuration et rénovation des centres de vacances	0,152	0,152	0,304	0	0	0	0,152	0,152	0,304	0,304	Maintien
11.2	Soutien des filières et aide aux sportifs de haut niveau	0,152	0,152	0,304	0	0	0	0,152	0,152	0,304	0,304	Maintien
	Installations sportives des collectivités	1,143	1,143	2,286	-0,381	-0,381	-0,762	0,762	0,762	1,524	1,524	Un redéploiement interne de 0,381 M€ est proposé par l'Etat de la piscine 50 m vers "accès aux pratiques sportives".
	Pratiques sportives (équipements)	0,610	0,999	1,609	0,381	0,381	0,762	0,991	1,38	2,371	2,371	
	Pratiques sportives de pleine nature	0,381	0,381	0,762	0	0	0	0,381	0,381	0,762	0,762	Maintien
11.3	Emploi formation	0,046	0,046	0,092	0	0	0	0,046	0,046	0,092	0,092	Maintien
11.4	CREPS	0,229	0	0,229	0	0	0	0,229	0	0,229	0,229	Maintien
	<b>Sous-total XI Jeunesse et Sport</b>	<b>3,353</b>	<b>3,353</b>	<b>6,707</b>	<b>0,042</b>	<b>-0,499</b>	<b>-0,457</b>	<b>2,896</b>	<b>3,353</b>	<b>6,249</b>	<b>6,249</b>	

PROPOSITIONS D'AVENANT AU CONTRAT DE PLAN 2000 - 2006 (en M€)

12.1	Insertion professionnelle des jeunes	1,524	0,915	2,439	0	0	0	0	1,524	0,915	2,439	Maintien
12.2	Lutte contre les exclusions	2,897	1,220	4,117	0	0	0	0	2,897	1,220	4,117	Maintien
12.3	Adaptation	2,897	3,811	6,708	0	0	0	0	2,897	3,811	6,708	Maintien
12.4	Création d'emplois	3,049	0	3,049	0	0	0	0	3,049	0	3,049	Maintien
12.5	Environnement de la formation	1,829	0,762	2,591	0	0	0	0	1,829	0,762	2,591	Maintien
12.6	Investissements de la formation	3,049	3,964	7,013	0	0	0	0	3,049	3,964	7,013	Maintien
	<b>Sous-total XII Formation</b>	<b>15,245</b>	<b>10,672</b>	<b>25,917</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15,245</b>	<b>10,672</b>	<b>25,917</b>	
13.1	Ecole de la réussite	0,869	1,875	2,744	0	0	0	0	0,869	1,875	2,744	Maintien
13.2	T.I.C.	0,656	2,698	3,354	0	0	0	0	0,656	2,698	3,354	Maintien
13.3	Accès à une culture commune	1,143	0,686	1,829	0	0	0	0	1,143	0,686	1,829	Maintien
13.4	Langue et culture corse	1,906	1,906	3,812	0	0	0	0	1,906	1,906	3,812	Maintien
13.5	Documents et ressources pédagogiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Maintien
	<b>Sous-total XIII Enseignement scolaire</b>	<b>4,574</b>	<b>7,165</b>	<b>11,739</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4,574</b>	<b>7,165</b>	<b>11,739</b>	
14.1	Formation professionnelle Bac + 2	1,982	0,609	2,591	0	0	0	0	1,982	0,609	2,591	Maintien
14.2	Constructions universitaires	1,936	4,573	12,348	0	0	0	0	1,936	4,573	13,390	Transfert de compétence : 8,583 M€
14.2		5,839										
14.3	Volet social de l'étudiant	2,744	1,372	9,147	3,995	-12,100	0	0	0,478	1,372	13,390	
		5,031							5,031			
	ENSAM, CRES de Vignola, IES de Cargèse	0	0	0	1,840	0,400	2,240	2,240	1,840	0,400	2,240	
	<b>Sous-total XIV Enseignement supérieur</b>	<b>17,532</b>	<b>6,554</b>	<b>24,086</b>	<b>5,835</b>	<b>-12,100</b>	<b>0,400</b>	<b>-5,865</b>	<b>11,267</b>	<b>6,954</b>	<b>18,221</b>	<b>Total Transfert de compétence : 8,583 M€</b>
15.1	Ingénierie du dev. et de l'amén.	3,240	2,935	6,175	0	0	0	0	3,240	2,935	6,175	Maintien
15.2	Villages de l'intérieur	1,334	1,334	2,668	0	0	0	0	1,334	1,334	2,668	Maintien
	<b>Sous-total XV Développement territorial</b>	<b>4,574</b>	<b>4,269</b>	<b>8,843</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4,574</b>	<b>4,269</b>	<b>8,843</b>	

**REGULE**  
- 7 FEV. 2006  
PREFECTURE DE CORSE

PROPOSITIONS D'AVENANT AU CONTRAT DE PLAN 2000 - 2006 (en M€)

16.1	Conservatoire botanique	0,152	0,152	0,304	0	0	0	0,152	0,152	0,304	Maintien
	Véloroutes	0,152	0,076	0,228	-0,104	-0,076	-0,180	0,048	0	0,048	Mesure abandonnée
	Réseau CPIE	0,152	0,152	0,304	0	0	0	0,152	0,152	0,304	Maintien
	Observatoire de l'environnement	0,152	0,076	0,228	0,880	0	0,880	1,032	0,076	1,108	CIGEO
16.2	Gestion des milieux naturels - Natura 2000	1,220	0,152	1,372	0	0	0	1,220	0,152	1,372	Maintien
	Préservation de l'environnement marin	0,152	0,152	0,304	0	0	0	0,152	0,152	0,304	Maintien
	Parc Naturel Régional de Corse	0,762	2,134	2,896	0	0	0	0,762	2,134	2,896	Maintien
	Parc Marin International corso-sarde	0,709	0,838	1,547	0,882	-1,315	-0,433	0,276	0,838	1,243	Transfert de compétence
		0,129			0	0	0	0,129			
	Parc national marin de Corse - zone périphérique	0,838	0,838	1,676	-0,838	-0,838	-1,676	0	0	0	mesure abandonnée.
16.3	Opérations Grands sites	1,524	1,524	3,048	0	0	0	1,524	1,524	3,048	Maintien
	Aménagement paysager des sites fréquentés	0,648	0	0,648	0,500	0,500	1	1,148	0,5	1,648	
16.4	Modernisation et développement des réseaux de mesure d'eau	0,495	1,067	1,562	0,244	0,244	0,488	0,739	1,311	2,050	
	Etudes des eaux superficielles et souterraines	0,144	0,229	0,458	0,001	-0,145	-0,144	0	0,229	0,314	Transfert de compétence
		0,085			0	0	0	0,085			
	Atlas des zones inondables	0,305	0,076	0,381	0	0	0	0,305	0,076	0,381	Maintien
	<b>Sous-total XVI Environnement</b>	<b>7,619</b>	<b>7,466</b>	<b>15,085</b>	<b>1,565</b>	<b>-1,460</b>	<b>-0,065</b>	<b>7,724</b>	<b>7,296</b>	<b>15,020</b>	<b>Transfert : 0,852 M€</b>

17.1	Délimitation du Domaine Publique Maritime	0,915	0	0,915	0	0	0	0	0	0,915	0	0,915	Maintien	
17.2	Sentier du littoral	0,229	0	0,229	0	0	0	0	0	0,229	0	0,229	Maintien	
17.3	Lutte contre l'érosion du littoral	1,143	1,143	2,286	0	0	0	0	0	1,143	1,143	2,286	Maintien	
<b>Sous-total XVII DPM, Sentier du littoral, lutte contre l'érosion</b>		<b>2,287</b>	<b>1,143</b>	<b>3,430</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2,287</b>	<b>1,143</b>	<b>3,430</b>		
dont Transferts de compétences					0,151	-22,903	0					6,806		Rappel : total mesures transférées : 29,558 M€ dont 22,752 M€ versé en DGD
dont redéploiement en réduction					-23,583		-24,298					-47,881		
dont redéploiement en abondement					15,002		10,283					25,285		
dont reste à redéployer					-8,581		-14,015					-22,596		

**REÇU LE**  
- 7 FEV. 2006  
PREFECTURE DE CORSE